

# La réconciliation dans l'impasse

Centrafrique Chacun campe sur ses positions et le pays s'installe dans la guerre.

Reportage Patricia Huon  
Envoyée spéciale à Bangui

Entre les maisons pillées et abandonnées, quelques jeunes hommes patrouillent, fusil automatique posé sur l'épaule. "C'est le système d'autodéfense", explique un habitant du quartier Bazanga, dans la capitale centrafricaine. "C'est dangereux ici, les musulmans se trouvent à quelques centaines de mètres." Un canal d'évacuation des eaux de pluie marque une limite infranchissable. Les rondes quotidiennes sont parfois ponctuées de coups de feu d'intimidation, d'un côté ou l'autre de ce que les habitants surnomment "la ligne rouge".

## Une soixantaine de morts

Le calme est revenu à Bangui, le trafic a repris sur les avenues de la capitale centrafricaine, aux allures de grosse bourgade, mais les tensions persistent. Fin septembre, de nouvelles violences intercommunautaires ont enflammé la ville pendant plusieurs jours. Une soixantaine de per-

sonnes ont perdu la vie, selon le gouvernement centrafricain, et plus de 300 ont été blessés. A la moindre étincelle, les rancœurs et la haine refont surface.

"Les musulmans nous ont attaqués. Ils ont tué des gens, brûlé des maisons. Ils ne veulent pas la paix", dit Etienne, un habitant de Bazanga qui a rejoint les milices antibalaka, des groupuscules prétendument chrétiens supposés assurer la sécurité du quartier. Ici, les musulmans sont toujours assimilés aux Seleka, le groupe armé à l'origine du coup d'Etat qui a renversé le président Fran-

çois Bozizé en mars 2013. "Parmi eux, il y a des mercenaires venus du Tchad et du Soudan. Ce sont eux qui causent les problèmes", dit-il avec conviction.

Près de l'aéroport, dans le camp de déplacés de M'Poko, des familles sont revenues se mettre à l'abri. "Nous venions de rentrer chez nous, en mars, après avoir passé plus d'un an ici... et nous voilà de retour", constate amèrement Christophe Koumambo, un père de famille assis devant une maison de fortune, faite de bâches et de tôles. "Les Nations unies ne nous protègent pas, il n'y a aucune sécurité."

## Un pays exsangue

Dans ce pays de moins de 5 millions d'habitants, les armes prolifèrent. Malgré la présence de 11 000 casques bleus, les forces internationales peinent à maintenir un semblant de paix. "Nous

sommes en phase de pré-désarmement", dit Hamadou Touré, porte-parole de la Minusca, la Mission des Nations unies en République centrafricaine. "L'objectif est d'offrir aux jeunes des activités alternatives, des sources de revenus, pour les éloigner des groupes armés. Mais pour cela, il faut récolter les fonds nécessaires."

Le pays est exsangue. Seules quelques entreprises étrangères y sont encore présentes, contre plusieurs centaines avant 2013. A Bangui, les prix ont grimpé tant à cause des difficultés d'approvisionnement que de la présence du personnel des ONG et des Nations unies, dans un Etat sous perfusion.

## Des dirigeants élus

Le programme de DDR - Désarmement, Démobilisation, Réinsertion - est chiffré à 25 millions d'euros. Mais les donateurs sont frileux et réclament avant tout des dirigeants élus.

Un gouvernement de transition, dirigé par la présidente Catherine Samba-

Panza, a été mis en place en janvier 2014, pour un mandat de deux ans. Mais, outre les nombreuses difficultés techniques, la tenue d'élections, qui doivent théoriquement être organisées avant la fin de l'année, semble difficile dans le climat sécuritaire actuel.

"Beaucoup de gens ont intérêt à ce que ce que le processus électoral traîne, ou échoue", confie une source sécuritaire occidentale. "Certains pour des motifs

politiques, car ils estiment qu'ils n'ont pas été suffisamment impliqués, d'autres pour des motifs économiques car ils profitent du chaos qui règne dans le pays. Les intérêts vont bien au-delà du conflit confessionnel."

Au quartier "Kilomètre 5", la dernière enclave musulmane de Bangui, la vie a repris depuis quelques mois et des familles qui s'étaient réfugiées dans les pays voisins sont revenues d'exil, au compte-gouttes. "Il y avait une certaine normalisation de la situation, mais, depuis quelques semaines, les gens ont à nouveau peur et les provocations des antibalakas sont plus fréquentes", affirme Youssouf Ahamat, un des leaders des jeunes musulmans qui, eux aussi, patrouillent en armes aux bordures du quartier.

Les dernières violences font craindre une nouvelle escalade. Comme la majorité des habitants, Youssouf Ahamat ne quitte presque jamais le "Kilomètre 5". Pour se rendre dans le centre-ville, il prend toutes les précautions. "Si je dois aller à la banque, je fais tout pour que l'on ne puisse pas m'identifier comme musulman", dit-il. "Si je ne me déguise pas, je risque le lynchage."

Le cycle de représailles se répète, alimenté par les frustrations de la population et l'instrumentalisation des milices. Les exactions sont toujours attribuées à l'autre camp, chacun campe sur ses positions, et le processus de réconciliation semble dans l'impasse.

**"Beaucoup de gens ont intérêt à ce que le processus électoral traîne, ou échoue."**

**SOURCE  
SÉCURITAIRE  
OCCIDENTALE**